



Vieillir en bonne santé est un luxe qui n'est pas donné à tout le monde

Des chercheurs de l'UNIGE ont décrypté les gains d'espérance de vie et leurs différences selon le niveau de formation des gens

Près de 12 millions de personnes suivies durant vingt-cinq ans et au final, plusieurs constats: oui, l'espérance de vie des Suisses augmente, mais vieillir en bonne santé n'est pas donné à tout le monde. Et selon le niveau de formation, les inégalités se creusent, révèlent des chercheurs de l'Université de Genève (UNIGE).

Les scientifiques se sont penchés sur les années 1990 à 2015. Ils ont compilé des données provenant de la Cohorte nationale suisse, qui enregistre toutes les personnes vivant ou ayant vécu en Suisse durant ce quart de siècle, afin de calculer leur espérance de vie. «Cela nous a permis de suivre plus de 11,650 millions de personnes, en incluant les mouvements migratoires, ainsi que 1,47 million de décès», précise Michel Oris, professeur à l'Institut de démographie et socioéconomie de l'UNIGE. Ces données ont ensuite été croisées avec celles des Enquêtes suisses sur la santé, qui ont lieu tous les cinq ans. Objectif: déterminer combien d'années d'espérance de vie en bonne santé la population a gagnées entre 1990 et 2015, indique l'UNIGE dans un communiqué.

Espérance de vie en hausse

Durant ces vingt-cinq ans, l'espérance de vie des Suisses est passée de 78 à 82 ans pour les hommes, et de 83 à 86 ans pour les femmes. Voilà qui est réjouissant. Mais comment ont-ils vécu ces années

gagnées? N'ont-elles fait qu'allonger ce que l'on nomme l'expansion de la morbidité? En d'autres termes, que «l'espérance de vie des personnes augmente, mais que ces mêmes personnes passent plus d'années en mauvaise santé avant de finalement décéder», informe Adrien Remund, chercheur à l'Institut de démographie et de socioéconomie de l'UNIGE et premier auteur de l'étude. «Nous avons constaté que les années en bonne santé augmentent en parallèle de l'espérance de vie au niveau national», poursuit-il. Ainsi, entre 1990 et 2015, les hommes ont gagné 5 ans d'espérance de vie, dont 4,5 en bonne santé, et les femmes 3 ans d'espérance de vie et autant en bonne santé.

Les inégalités se creusent

Mais ça se gâte quand on affine l'analyse. Pour cela, les démographes et les sociologues ont divisé la population en trois catégories fondées sur le facteur socio-économique de l'éducation: celle au bénéfice d'une formation obligatoire uniquement, celle qui a une formation secondaire et celle qui a suivi une formation tertiaire.

Passées sous ce prisme, les inégalités éclatent au grand jour. Exemples: «Les données concernant les hommes ayant une formation obligatoire montrent que dans les années 2000, ceux-ci ne gagnent plus d'années d'espérance de vie en bonne santé, mais stagnent à 73 ans», note Adrien Remund. Au contraire, celles des hommes au bénéfice d'une formation secondaire croissent pour atteindre 78 ans en 2010, et même

81 ans pour ceux ayant une formation tertiaire. L'écart d'années en bonne santé passe ainsi de 7,6 ans en 1990 à 8,8 ans en 2010 entre un homme ayant une formation obligatoire et un autre de formation tertiaire. Concernant les femmes de ces deux mêmes groupes, l'écart croît là aussi. Il passe de 3,3 ans en 1990 à 5 ans en 2010.

Améliorer la prévention

Comment expliquer ces phénomènes? Les auteurs de l'étude, dont les résultats viennent d'être publiés dans la revue «International Journal of Public Health», se sont surtout penchés sur les systèmes de santé, en reprenant la thèse de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Que dit-elle? En substance, que la Suisse a un excellent système de santé en soins aigus, mais qu'elle peut mieux faire en matière de prévention.

«La différence entre personnes de formation obligatoire et tertiaire peut justement être expliquée par des inégalités socio-économiques», estime Michel Oris. Pour lui, ces inégalités «poussent les personnes à faibles revenus à retarder le plus possible des contrôles réguliers chez leur médecin, voire y renoncer, ou encore à éviter de faire des dépistages, trop coûteux et non pris en charge par les caisses maladie. Or, moins l'on fait de prévention, moins vite l'on peut détecter l'apparition de maladies chroniques, et plus notre état de santé se dégrade rapidement.» **Xavier Lafargue**

@XavierLafargue